

BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES



Édition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

INSTRUCTION N° 5734/DEF/DCSEA/SDE/1/TD/181/01

relative aux fiches de données de sécurité des produits pétroliers distribués par le service des essences des armées.

Du 2 septembre 1999

DIRECTION CENTRALE DU SERVICE DES ESSENCES DES ARMÉES : *sous-direction emploi ; bureau exploitation.*

INSTRUCTION N° 5734/DEF/DCSEA/SDE/1/TD/181/01 relative aux fiches de données de sécurité des produits pétroliers distribués par le service des essences des armées.

Du 2 septembre 1999

NOR D E F E 9 9 5 4 0 8 9 J

Référence :

Code du travail article n° R. 231-53 du 1er janvier 1999

Pièce(s) Jointe(s) :

Deux annexes.

Texte abrogé :

Circulaire n° 9504/DEF/DCSEA/EXP/183/70 du 25 octobre 1988 (n.i. BO).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 611.1.4

Référence de publication : BOC, p. 4162.

1. OBJET DE L'INSTRUCTION.

Le service des essences des armées (*SEA*) dont la mission est de fournir aux forces armées les produits pétroliers et connexes dont elles ont besoin, doit respecter l'obligation légale faite aux fournisseurs de substances et préparations dangereuses (fabricants, vendeurs ou importateurs) de mettre à la disposition de leurs clients des fiches de données de sécurité (*FDS*).

La présente instruction définit les opérations à réaliser pour élaborer la bibliothèque des *FDS* du *SEA* et précise les modalités pratiques de diffusion de ces documents.

2. CHAMP D'APPLICATION.

Cette instruction concerne les *FDS* de tous les produits en cours de distribution et disponibles dans les dépôts du *SEA*. Elle ne concerne pas les produits qui ne sont plus distribués par le *SEA* et dont des stocks seraient encore entretenus par ses clients. Pour ces produits, seuls les documents disponibles au moment de leur distribution peuvent être fournis, sur demande à adresser aux directions régionales interarmées du service des essences des armées (*DRSEA*) ou assimilées.

3. GÉNÉRALITÉS.

3.1. Obligations du service des essences des armées.

Le *SEA* est concerné par l'élaboration des *FDS* en tant que distributeur à des utilisateurs professionnels. Qu'il fabrique les produits ou qu'il achète des produits finis, en tant que distributeur, le *SEA* est assimilé à un vendeur (fournisseur) et doit donc assurer la mise à disposition gratuite de ces documents à ses clients.

3.1.1. Produits fabriqués par le service des essences des armées.

Le *SEA* est fabricant ⁽¹⁾ et à ce titre il est tenu d'élaborer les *FDS* des produits concernés. Pour cela, il dispose des informations contenues dans les *FDS* des composants qui doivent obligatoirement lui être communiquées par ses fournisseurs.

3.1.2. Produits achetés finis par le service des essences des armées.

Le *SEA* achète à ses fournisseurs des produits finis désignés par leurs appellations commerciales. Ces produits doivent respecter un cahier des charges précis, le plus souvent des spécifications de la direction centrale du service des essences des armées (*DCSEA*), et dans la plupart des cas ils doivent être homologués. Les fournisseurs sont tenus par la réglementation de fournir au *SEA*, qui agit en tant qu'acheteur professionnel, les *FDS* de ces produits.

Selon les termes des marchés, ces produits sont conditionnés et étiquetés avant d'être mis à la disposition du *SEA*. Lorsque les bidons sont fournis par le *SEA* ou quand l'étiquetage le désigne comme le fournisseur des armées, la transformation correspondante peut être considérée comme de la sous-traitance ou du travail à façon. Si cette transformation est de nature à modifier certaines informations contenues dans les *FDS* de ces produits, le *SEA* est tenu d'adapter ces documents en conséquence.

3.2. Elaboration des fiches de données de sécurité.

Les *FDS* sont élaborées à partir des informations connues relatives au produit : composition, *FDS* des composants, caractéristiques physico-chimiques, autres informations, etc.

Ces informations sont ensuite compilées selon les règles définies par la réglementation. Ainsi, la toxicologie et l'étiquetage sont déterminés par calcul sans essais complémentaire. L'organisme distributeur a toutefois la possibilité de réaliser des essais supplémentaires pour classer le produit dans une catégorie moins sévère.

3.3. Utilisation des fiches de données de sécurité.

Les *FDS* informent l'acheteur des dangers que comporte l'utilisation des produits qu'il se procure. Dans le cadre de sa responsabilité d'employeur, elles lui permettent de mettre en place les moyens de prévention qui s'imposent, notamment la formation à la sécurité des travailleurs concernés et la rédaction de la notice du poste de travail.

3.4. Confidentialité.

Les informations contenues dans les *FDS* ne sont pas confidentielles et peuvent être communiquées à des tiers sans aucune réserve. Cependant, elles constituent un ensemble complet d'informations qui ne peuvent être dissociées. Les *FDS* doivent donc être exclusivement communiquées dans leur intégralité.

Le *SEA* détient par ailleurs la formule confidentielle des produits qu'il distribue. Cette information, qui relève du confidentiel industriel, ne peut pas être communiquée par ses soins à un tiers. Toutefois la connaissance de cette formule peut s'avérer nécessaire, notamment pour mettre en œuvre la réglementation concernant l'hygiène et sécurité du travail. Dans ce cas, le médecin du travail peut la demander directement au fournisseur du produit désigné par la *FDS*.

4. LA BIBLIOTHÈQUE SEA DES FICHES DE DONNÉES DE SÉCURITÉ.

Tous les produits distribués par la *SEA* font l'objet d'une *FDS* éditée sous timbre *SEA*. Ces documents sont regroupés pour former la bibliothèque des *FDS* du *SEA*. Elle comporte donc les *FDS* de tous les produits stockés et destinés à être distribués à des clients. Compte tenu de l'évolution de la réglementation et de l'adaptation permanente de la gamme *SEA*, cette bibliothèque doit être régulièrement remise à jour.

L'ensemble des opérations à réaliser pour rédiger et vérifier les *FDS* ainsi que pour éditer et mettre à jour la bibliothèque relève de la responsabilité de la *DCSEA*.

4.1. Identification des couples fiches de données de sécurité/produits.

Les produits distribués par le *SEA* sont désignés par un code, type *OTAN*, composé d'une ou deux lettres, d'un tiret suivis par un numéro de deux, trois ou quatre chiffres (*ex. : S-752*). Tous les produits désignés par un même code sont interchangeables. Toutefois, ils peuvent être d'origines et de compositions différentes. A ce titre, ils doivent chacun faire l'objet d'une *FDS* particulière.

Pour différencier l'origine des produits désignés par un même code, celui-ci est complété par une barre (/), suivi d'un nombre (*ex. : S-752/3*). Le code, ainsi complété et désignant le type et l'origine du produit, est la référence de la *FDS* associée. Il figure en haut et à gauche de l'entête de la *FDS* (annexe I). L'étiquetage de l'emballage du produit précise à sa partie inférieure (annexe II) la référence de la *FDS* correspondante, qui doit être utilisée pour mettre en place les consignes de sécurité qui s'imposent.

Afin de mettre en place les moyens de prévention adéquats, l'utilisateur doit veiller à se procurer la *FDS* correspondant au produit effectivement utilisé et identifié par le code complet du produit.

4.2. Rédaction des fiches de données de sécurité.

Les *FDS* des produits distribués sont rédigées sous timbre *SEA* (annexe I). Leur rédaction comporte trois étapes :

- a). Le recueil des informations nécessaires auprès des fournisseurs du *SEA*.
- b). La vérification de la cohérence de ces informations.
- c). La rédaction proprement dite des *FDS*.

Certaines de ces opérations à la charge de *DCSEA*, peuvent être sous-traitées, par ses soins, à des organismes spécialisés.

4.3. Périodicité des vérifications.

Les évolutions de la réglementation ou les changements de la composition des produits peuvent rendre nécessaire une révision des informations contenues dans les *FDS*.

En conséquence, toute évolution dans la réglementation concernant un produit ou dans sa composition entraînera une vérification de la *FDS* concernée et sa réécriture. A défaut, les *FDS* seront vérifiées périodiquement tous les trois ans. La date de cette vérification sera la date d'édition de la *FDS* qui figurera sur le document.

4.4. Mise à jour de la bibliothèque des fiches de données de sécurité du service des essences des armées.

La bibliothèque des *FDS* du *SEA* est mise à jour tous les trimestres pour refléter la réalité de la gamme des produits stockés et distribués par le *SEA*. Pour cette mise à jour, seule la dernière édition des *FDS* des produits sera prise en compte.

5. DIFFUSION DES FICHES DE DONNÉES DE SÉCURITÉ.

5.1. Diffusion interne au service des essences des armées.

Tous les établissements du *SEA* susceptibles de délivrer des produits doivent détenir la dernière édition de la bibliothèque des *FDS* du *SEA*. Chacun de ces établissements est rattaché à une *DRSEA* ou assimilée.

A chaque nouvelle édition, la diffusion de la bibliothèque des *FDS* du *SEA*, est assurée par :

a). La *DCSEA* pour les *DRSEA* ou assimilées.

b). Les *DRSEA* ou assimilées pour les établissements qui leur sont rattachés.

5.2. Mise à disposition des fiches de données de sécurité aux clients du service des essences des armées.

Les fiches de données de sécurité sont destinées à être communiquées gratuitement aux clients du *SEA*. Ceux-ci peuvent se les procurer gracieusement sur simple demande adressée directement :

a). Soit à leur *DRSEA* ou assimilée de rattachement.

b). Soit à l'établissement livrancier.

6. TEXTE ABROGÉ

La circulaire n° 9504/DEF/DCSEA/EXP/183/70 du 25 octobre 1988 relative aux fiches de données de sécurité des produits distribués par le service des essences des armées (n.i. BO) est abrogée.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

L'ingénieur général, directeur central du service des essences des armées,

Jean-Claude RIFFAULT.

(1) Pour les huiles fabriquées à l'établissement de fabrication des huiles de La Pallice et les liquides de refroidissement conditionnés à Gergy.

ANNEXE I.
FICHE DE DONNÉES DE SÉCURITÉ. RISQUES SPÉCIFIQUES.

CODE OTAN/X. DESIGNATION DU PRODUIT.
REPUBLIQUE FRANÇAISE. DIRECTION CENTRALE DU SERVICE DES ESSENCES DES ARMEES. MINISTERE DE LA DEFENSE.

1. IDENTIFICATION DE LA SUBSTANCE/PRÉPARATION ET DE LA SOCIÉTÉ/ENTREPRISE.

1.1. Identification de la substance ou de la préparation.

Nom du produit :

1.2. Fournisseur.

Fabricant :

Distributeur :

Service des essences des armées.

Adresse postale : BP 63 — Malakoff Cedex.

Adresse télégraphique : DIRCENESSENCES Paris.

Télex : DIRESPA 634983F.

Téléphone : 01.55.58.81.36.

Télécopieur : 01.55.58.80.04.

1.3. Renseignements en cas d'urgence.

Centre antipoison.

2. COMPOSITION, INFORMATIONS SUR LES COMPOSANTS.

2.1. Nom chimique usuel (ou nom générique). N° CAS. Désignation :

2.2. Codes d'identification :

N° *EINECS* :

N° *CEE* :

3. IDENTIFICATION DES DANGERS.

3.1. Principaux dangers :

3.2. Indications particulières sur le danger pour l'homme et l'environnement :

4. PREMIERS SECOURS.

4.1. Après inhalation :

4.2. Après contact avec la peau :

4.3. Après contact avec les yeux :

4.4. Après ingestion :

5. MESURES DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE.

5.1. Moyens d'extinction :

5.2. Produits extincteur déconseillés pour des raisons de sécurité :

5.3. Equipement spécial de sécurité :

6. MESURES À PRENDRE EN CAS DE DISPERSION ACCIDENTELLE.

6.1. Les précautions individuelles :

6.2. Mesures pour la protection de l'environnement :

6.3. Méthodes de nettoyage/récupération :

7. MANIPULATION ET STOCKAGE.

7.1. Manipulation :

Précautions à prendre pour la manipulation :

Préventions des incendies et des explosions :

7.2. Stockage :

Exigences concernant les lieux et conteneurs de stockage :

Indications concernant le stockage commun :

Autres indications sur les conditions de stockage :

Classe de stockage :

Classe VbF :

8. CONTRÔLE DE L'EXPOSITION, PROTECTION INDIVIDUELLE.

8.1. Indications complémentaires pour l'agencement des installations techniques :

8.2. Composants présentant des valeurs-seuil à surveiller par poste de travail :

8.3. Indications complémentaires :

8.4. Equipement de protection individuel :

Mesures générales de protection et d'hygiène :

Protection respiratoire :

Protection des mains :

Protection des yeux :

9. PROPRIÉTÉS PHYSIQUES ET CHIMIQUES.

Forme :

Couleur :

Odeur :

Valeur/gamme unité méthode.

Modification d'état :

- point de fusion :
- point d'ébullition :
- point d'éclair :
- température d'inflammation :
- danger d'explosion :
- limites d'explosion :
 - inférieure :
 - supérieure :
- densité : à 20 °C :
- solubilité dans/miscibilité avec l'eau : à 20 °C :
- valeur du pH :
- solvants organiques :

10. STABILITÉ ET RÉACTIVITÉ.

10.1. Décomposition thermique, conditions à éviter :

10.2. Réactions dangereuses :

10.3. Produits de décomposition dangereux :

11. INFORMATIONS TOXICOLOGIQUES.

11.1. Toxicité aiguë :

Valeur LD/LC 50 déterminantes pour la classification :

Oral :

Inhalatoire :

11.2. Effet primaire d'irritation :

De la peau :

Des yeux :

11.3. Sensibilisation :

12. INFORMATIONS ÉCOLOGIQUES.

12.1. Indications générales :

Catégorie de pollution des eaux 0 (D) (classification selon liste) :

13. CONSIDÉRATIONS RELATIVES À L'ÉLIMINATION.

13.1. Produit :

Recommandation :

13.2. Emballages non nettoyés :

Recommandation :

Produit de nettoyage recommandé :

14. INFORMATIONS RELATIVES AU TRANSPORT.

14.1. Transport par terre ADR/RID et RTMDR/RTMDF (ordonnance sur le transport de produits dangereux, route et train) (transfrontalier/domestique) :

Classe ADR/RID-RTMDR/F (ordonnance sur le transport de produits dangereux, route et train) :

Chiffre/lettre :

Indice Kemler :

N° ONU :

Désignation du produit :

14.2. Transport maritime *IMDG* (ordonnance sur le transport de produits dangereux) :

Classe *IMDG* :

Page :

N° ONU :

Groupe d'emballage :

N° ENS :

MFAG :

Polluant marin :

Désignation technique exacte :

14.3. Transport aérien ICAO-TI et *IATADGR* :

Classe ICAO/TATA :

N° *ID ONU* :

Groupe d'emballage :

Désignation technique exacte :

15. INFORMATIONS RÉGLEMENTAIRES.

15.1. Marquage selon les directives de la communauté économique européenne (*CEE*) :

15.2. Lettre d'identification et caractérisation de danger du produit :

15.3. Phrases R :

15.4. Phrases S :

15.5. Prescriptions nationales :

Classification VbF (ordonnance sur les liquides inflammables).

Directives techniques air : \$ATT\$ classe part. \$ATT\$ en pourcentage.

Classe de pollution des eaux :

16. AUTRES INFORMATIONS.

Date de création de la fiche :

Date d'édition de la fiche :

Ces indications sont fondées sur l'état actuel de nos connaissances, mais ne constituent pas une garantie quant aux propriétés du produit et ne donnent pas lieu à un rapport juridique contractuel.

Service établissant la fiche technique :

Contact et approbation :

Fin de document.

ANNEXE II.

Figure 1. EXEMPLE DE MARQUAGE D'EMBALLAGE.

